



REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

**PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

JCB/CB
APM 06/0460

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités
Territoriales,

Vu l'article L 113-2 du Code de la Voirie Routière,

Vu la décision de Monsieur le Maire n° 05/120 en date du 6
mai 2005,

Vu la demande en date du 25 avril 2006

Présentée par Monsieur BOIS Sébastien (Electricien)

Demeurant 27 A route de Royan Jaffe - 17200 ST SULPICE DE
ROYAN

à l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire
du domaine public communal,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le
domaine public à charge par lui de se conformer aux conditions
suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements
Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : 17 rue Pasteur
- Surface : 8 m² (benne)
- Durée : du 02 au 16 mai 2006

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités
pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à
laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront
éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être
tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de ces dépôts donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème ci-dessous.

<u>NATURE DES OUVRAGES</u>	<u>MONTANT DE LA TAXE</u>
Clôture de chantiers, échafaudages, dépôts de matériaux.	
- <u>Inférieur à 15 jours</u>	FORFAIT 66.00 E
- <u>Au delà de ces 15 jours par M² et par mois</u>	
* le 1er mois.....	7.00 E
* le 2ème mois.....	8.00 E
* le 3ème mois.....	11.00 E
* le 4ème mois.....	13.00 E
* le 5ème mois.....	17.00 E

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 28 avril 2006

Fait à ROYAN, le 25 avril 2006
Pour le Maire,
Le Premier Adjoint,
H. LE GUEUT